

[print](#)

## Le Dow Jones au-delà des 18.000 points : les contradictions s'intensifient dans l'économie mondiale

De [Nick Beams](#)

Global Research, décembre 30, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-dow-jones-au-dela-des-18-000-points-les-contradictions-sintensifient-dans-leconomie-mondiale/5422057>

Alors que l'année touche à sa fin, le fossé ne cesse de se creuser entre l'activité des marchés financiers et l'état de l'économie réelle sous-jacente. Wall Street a atteint des niveaux record, le Dow Jones atteignant cette semaine la barre des 18.000 points, mais l'économie mondiale continue en grande partie de subir les effets d'un resserrement récessionniste. Cette disparité annonce l'éruption de contradictions économiques et sociales.

Tout au long de cette année, les marchés financiers ont suivi un schéma de base : des périodes de turbulences soudaines suivies par une nouvelle relance. Le plus grave a été le « krach éclair » du marché obligataire le 15 octobre où des conditions semblables à celles qui ont suivi l'effondrement de Lehman Brothers en septembre 2008 sont apparues.

Mais à tout moment, les marchés financiers furent relancés avec la promesse que l'approvisionnement en argent bon marché par les banques centrales continuerait. Dans le même temps, la stagnation et une récession claire et nette se poursuivaient dans une bonne partie du monde.

Bien qu'il y ait des signes d'une légère remontée de la croissance américaine, l'économie européenne elle, n'a pas encore retrouvé les niveaux qu'elle avait atteints en 2007 et ne montre pas de signes de reprise dans un avenir proche. Le Japon est en récession malgré les mesures de relance mises en place dans le contexte de l'« Abenomnie » et l'économie chinoise est en train de ralentir alors que s'accroît la crainte à son sujet qu'elle est mûre pour une crise financière.

Toutefois, les marchés financiers poursuivent leur course. La dégringolade de la valeur du rouble russe au cours des deux dernières semaines a été le début d'une instabilité encore plus grande, mais, après que la Réserve fédérale a clairement indiqué qu'il n'y aurait pas de hausse subite des taux d'intérêt, le Dow Jones Industrial Average a fait un bond en avant pour finir avec une hausse de 1.000 points pour l'année écoulée.

L'effondrement du rouble est la conséquence de deux processus : la chute précipitée du prix du pétrole (une baisse de plus de 50 pour cent depuis juin) et l'imposition de sanctions à la Russie de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne qui ont fait qu'elle a été, dans ce qui revient à une guerre économique, coupée des marchés financiers.

Il y a certainement, dans la chute des prix pétroliers, un fort élément de manipulation visant en premier lieu la Russie. Mais de manière plus générale, la chute des prix pétroliers reflète une aggravation de tendances récessionnistes allant directement à l'encontre de la croissance des marchés financiers.

Le pétrole n'est que l'une des principales matières premières et denrées ayant connu cette année une baisse significative. Le prix du minerai de fer a baissé de près de 50 pour cent et se situe à son plus bas niveau depuis cinq ans. Le prix du

blé, un produit agricole clé, a baissé de 20 pour cent.

La diminution générale de la croissance économique et notamment de son moteur principal, les dépenses d'investissement, est soulignée par le fait que cette année, les matières premières sont en passe de devenir, pour la troisième année consécutive, la catégorie d'actifs à enregistrer les plus mauvaises performances. L'indice Bloomberg Commodity a chuté de 14 pour cent cette année et se trouve à son niveau le plus bas depuis cinq ans.

Ce n'est pas seulement la chute des prix des matières premières qui signale un approfondissement de la récession, mais aussi les agissements des principaux producteurs. Lundi, le ministre saoudien du Pétrole, Ali al-Naimi, a dit lors d'une interview que le cartel des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne réduirait pas la production de brut pour maintenir les prix, même si ceux-ci plongeaient à 20 dollars le baril. « Ce n'est pas dans l'intérêt des producteurs de l'OPEP de réduire leur production, » a-t-il déclaré, « quel que soit le prix. Qu'il soit de 20, 40, 50, 60 dollars, cela n'a pas d'importance. »

Cette déclaration représente un virage majeur dans la stratégie de l'OPEP qui était fondée sur la régulation de l'offre dans le but de maintenir une certaine fourchette de prix. Toutefois, dans les conditions actuelles d'une baisse de la demande et d'une hausse de l'offre, compte tenu notamment du développement des schistes bitumeux aux Etats-Unis, l'OPEP adopte une nouvelle stratégie fondée sur le maintien d'une part de marché donnée, avec l'argument qu'une réduction de la production pour stimuler les prix ne profiterait qu'à ses concurrents.

Le maintien de la production dans les conditions d'une chute de la demande signifie faire baisser les prix dans le but de mettre en faillite les producteurs dont les coûts sont plus élevés, les producteurs de pétrole de schiste et les foreurs en eau profonde.

Le même processus a lieu dans l'industrie du minerai de fer où BHP Billiton Rio et d'autres producteurs à bas coûts maintiennent ou même augmentent le niveau de leur production en dépit de la baisse des prix.

Ces mesures sont prises en réaction à la pression continue à la baisse dans l'économie mondiale et elles expriment le calcul que toute stratégie de survie doit être basée sur une guerre à outrance plutôt que sur l'attente d'une reprise large et authentique dans un avenir relativement proche.

La divergence entre l'économie réelle et les marchés financiers a ses origines dans l'effondrement économique ayant débuté avec la crise financière de septembre 2008. Après avoir mobilisé des milliers de milliards de dollars dans le but d'empêcher un effondrement total du système financier, les banques centrales, Réserve Fédérale (Fed) en tête, ont continué d'injecter de l'argent dans les artères sclérosées du système financier en vue de le sauvegarder.

Rien de semblable ne s'est vu dans l'histoire, comme le montre clairement un examen, même bref, des sommes impliquées. Il avait fallu 94 ans à la Fed, depuis sa fondation en 1913, pour faire passer son bilan à 900 milliards de dollars, niveau où il se trouvait à la veille de la crise financière. Six semaines seulement après l'effondrement de Lehman Brothers, il avait doublé de volume.

A la fin de la même année, il avait triplé. Il se situe actuellement à plus de 4 milliers de milliards de dollar.

Le chemin emprunté par la Fed a été suivi par d'autres, dont la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre, de sorte que le bilan combiné des banques centrales totalise actuellement 16 milliers de milliards de dollars, voire trois fois le niveau

d'avant la crise.

Cette injection massive d'argent n'a pas contribué à accroître la production, à faire progresser les salaires ou à générer des emplois, mais elle a stimulé les marchés financiers. L'évaluation combinée des marchés de capitaux se situe actuellement à environ 75 milliers de milliards de dollars, par rapport au faible niveau de 25 milliers de milliards de dollars en mars 2009. Ceci a causé une vaste augmentation de l'inégalité sociale: les banques, les spéculateurs et les agents financiers ont accru leur richesse grâce à l'inflation des actifs alors que les salaires de la population laborieuse ont soit stagné soit diminué.

La croissance d'une richesse fabuleuse au sommet de la société, produit de la spéculation et du parasitisme, accompagnée d'une détérioration des conditions pour l'écrasante majorité des gens signifie une énorme escalade de tensions qui éclateront en luttes sociales et politiques.

Parallèlement, les conditions sont créées pour une nouvelle crise financière susceptible de mettre ces luttes en mouvement. Les agissements des banques centrales, attisant une demande insatiable d'actifs financiers, ont créé une bulle financière massive qui risque d'éclater si l'offre d'argent bon marché est interrompue ou réduite.

Comme le signalait un récent rapport publié par le service stratégie de crédit de la Deutsche Bank : « Le problème des banquiers centraux est qu'ils ont gonflé certains cours des actifs à des niveaux où, s'ils freinaient trop leurs actions, ils assisteraient probablement à des évolutions défavorables du marché et une perte de confiance dans le système. » Le rapport conclut en disant que ceux qui étaient responsables de la politique monétaire et économique n'étaient pas plus sur le point de trouver une solution qu'ils ne l'étaient en 2008-2009.

La raison en est qu'il n'y a pas de solution dans le cadre du système de profit. Il n'y a pas de retour à la « normale ». Il y a seulement une menace grandissante de destruction économique dû à un effondrement global, associée à un appauvrissement de la classe ouvrière et, dans le même temps, à un conflit de plus en plus féroce entre géants industriels et financiers pour l'accès aux ressources, aux marchés et aux profits. Un conflit menant à une nouvelle guerre mondiale.

**Nick Beams**

Article original, [WSWS](#), paru le 27 décembre 2014

Copyright © 2015 Global Research